

# Vers une meilleure valorisation de la synergie public-PME- collectivités locales grâce à l'Intelligence Economique en Algérie

AIT MOHAMMED Mourad

Université d'Alger 3

MEKKI SARA

Université d'Alger 3

## الملخص :

في السنوات المنصرمة شهد العالم عددا كبيرا من التغيرات والمجريات توجب على المؤسسات الصغيرة والمتوسطة مواجهتها، فضلا عن الانتقال من اقتصاد صناعي إلى واقع اقتصادي جديد مبني على المعلومة والمعرفة، تولدت ضغوطات جديدة استلزمت الإحاطة بكل المعلومات عن الاستثمارات الفرص والمخاطر، فصار الوجود الاقتصادي يعتمد على المعلومات لوضع الخطط التنموية، رسم الاستراتيجيات والتخطيط.

والذكاء الاقتصادي باعتباره مجموعة الأنشطة، المنسقة للبحث، المعالجة، توزيع وحماية المعلومة النافعة للمتعاملين الاقتصاديين، والمحصل عليها بطريقة نظامية في أحسن الشروط النوعية للوصول إلى معلومات مفيدة وذات فعالية اقتصادية.

فالإجابة على احتياجات المتعاملين في الاقتصاد من المعلومات صار هدف استراتيجي للدولة فنجاح الذكاء الاقتصادي يتطلب وجودها، فالدولة يمكنها تحديد نوع المصالح لمختلف الأطراف والتنسيق بينهم وتوجيههم نحو اقتناء المعلومة الاستراتيجية ووضع استراتيجيات.

## Abstract:

The main problem of this study is to provide a framework to combine traditional approaches to management with the economic concept and tools of economic Intelligence in a telling change in current and study in this context, the specific case of application of public policy of economic intelligence. Economic intelligence is now considered a real public policy at the service of corporate interests. A policy of economic security, competitiveness and influence, sitting on a pooling of public and private information. The claim of EI as public policy concerns the need for a relationship of greater trust between the state, and Enterprise markets, to enhance competitiveness and security of the economy.

**Mot clef :** intelligence économique, synergie politique publique et PME, économie algérienne.

## Introduction :

Une politique nationale qui est pilotée avec un ensemble de données tirées d'une vue générale d'un état des lieux aura toujours du mal à s'adapter à la spécificité de chaque région qui constitue l'ensemble, cette communication n'est pas un appel à une décentralisation massive des décisions mais à une meilleure coordination entre les échelons, afin de rationaliser au plus la décision en économisant les ressources là où est possible, en investissent le plus là où est profitable, en donnant le plus possible la voie d'expressions et de communications et enfin et pas des moindres, en étant le plus possible à l'écoute des attentes et des craintes de chacun, car l'intelligence économique ne concerne pas les entreprises à caractère économique seulement mais aussi les administrations, les écoles et les universités.

De ce fait, l'association de l'intelligence économique et de gouvernance paraît naturelle puisque les deux concepts reposent sur la recherche des meilleures décisions pour agir de manière éclairée dans le respect des objectifs de l'organisation.

L'objectif est de comprendre pourquoi et comment les institutions publiques, les petites et moyennes entreprises, et les collectivités locales, peuvent bénéficier de l'appui de la démarche méthodologique de l'intelligence économique ?

## 1. Rappel du contexte de l'économie algérienne :

Dans les années 1990, l'Algérie a connu un bouleversement économique, en passant d'une économie socialiste à une phase de transition vers l'économie de marché. Le gouvernement algérien a engagé un certain nombre de réformes économiques s'éloignant du modèle socialiste qui a prévalu jusque-là, et qui s'est caractérisé par « un mécanisme de gestion et de coordination de type planifié, et la propriété publique sur l'outil de production et de distribution », ainsi que par un monopole exercé par les entreprises publiques dans le secteur de l'industrie.

Par ailleurs, l'économie algérienne a la particularité d'être une économie rentière qui dépend à plus de 90% des ressources d'hydrocarbures. En 2007, l'Algérie a réalisé des recettes en devises excédant les 60 milliards de dollars et des réserves en devises dépassant les 100 milliards de dollars, qui lui ont permis d'assainir sa dette externe. Cela ne suffit toutefois pas à améliorer la croissance économique du pays, ce qui a induit un changement important dans l'économie algérienne.<sup>(1)</sup>

Le secteur des hydrocarbures constitue encore la base de l'économie du pays en assurant 52 % des revenus budgétaires, 25 % du PIB et 98 % des recettes d'exportations. L'Algérie dispose de la 5e importante réserve de gaz naturel au niveau mondial<sup>(2)</sup>. Elle est en 14e position au niveau des réserves pétrolières. L'économie reste tributaire des fluctuations du marché pétrolier et du cours du dollar, c'est ce qui explique pourquoi l'Algérie s'efforce de diversifier son économie par une politique d'encouragement de l'investissement étranger et local en dehors des hydrocarbures.

---

1- Widad Guechtouli, Manelle Guechtouli, « L'entrepreneuriat en Algérie : quels enjeux pour quelles réalités ? », Working Paper, IPAG Business School N°2014-150, Paris, 2014, P5.

2- Mohamed Chabane, « L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion », Cahiers de la Méditerranée, N°81, 2010, P2.

Selon les chiffres officiels, la progression de la valeur réelle du PIB pour l'année 2010 se situerait aux alentours de 3,2 %, il s'agit là, sans le moindre doute possible d'un taux extrêmement faible comparé aux ressources financières engagées. Une croissance due essentiellement aux exportations d'hydrocarbures, dont les prix ont, sans jeu de mots, flambé au cours de l'année en cours et aux secteurs connus tels que les services et les BTP, alors que le service industriel continue de plonger, en fonctionnant à 50 % de ses possibilités.<sup>(1)</sup>

Pendant longtemps, l'économie et la société algériennes ont vécu dans le mythe de la grande organisation perçue comme seule porteuse de développement, c'est-à-dire on parle de la plus grande usine, de la plus grande entreprise, de la plus grande université, de la plus grande exploitation agricole, etc. La petite structure était à peine tolérée dans la plupart des domaines. C'est l'aspect basant sur un modèle de développement de l'économie administrée. En effet, la majorité des PME en Algérie sont nées à partir de la fin des années 1980. «L'orientation en faveur des PME est apparue comme une alternative à la relance des investissements et à l'essoufflement du modèle d'industrialisation de base en Algérie attesté par l'effondrement du secteur public économique».<sup>(2)</sup>

Le développement des infrastructures n'a pas été une priorité durant toute la période allant de 1970 à 2000. Les montants qui leurs étés alloués étaient inférieurs à 25% du budget d'équipement. Quant aux investissements importants pour la croissance économique, ils ont été relativement bas dans le total des dépenses (économiques, sociales, éducatives et administratives) : leur poids est resté dans une fourchette de 15 à 33% sur la période allant de 1970 à 1998. En 2001, l'Etat a mis en œuvre un programme de redressement économique favorisant la croissance et la stabilité de l'économie. Ce programme de 7 milliards de \$US visait à revitaliser la production agricole, à développer le réseau public de distribution d'eau, à améliorer l'infrastructure et les services de transport<sup>(3)</sup>, à rehausser le niveau de vie et à encourager les projets locaux de mise en valeur.

L'Etat algérien prend conscience du rôle important des PME/PMI dans le développement de la croissance économique algérienne. Des initiatives sont prises pour encourager leur extension, notamment par le biais de la loi d'orientation sur la promotion de la P.M.E, en 2001. Par ailleurs, l'Etat donne une forte impulsion politique, en créant un Ministère délégué, une Agence Nationale pour la promotion des PME, ainsi que des fonds de Caution et de Promotion. Les PME/PMI connaissent un essor considérable L'entrepreneuriat en Algérie est en pleine expansion. Le nombre d'entrepreneurs actifs a atteint 3,6 millions en Algérie et environ 20 % des entreprises nouvelles se trouvent dans les secteurs de la transformation, à savoir, la fabrication, la construction et la distribution.

L'entreprise algérienne souffre de l'insuffisance de capacités managériales, notamment dans le domaine du marketing ainsi que de l'opacité du système d'information économique. L'environnement actuel de l'entreprise est peu favorable et ne lui permet guère d'être compétitive puisqu'elle évolue dans un environnement fiscal, législatif et économique défavorable et dans l'absence d'une stratégie nationale de développement économique qui ne permet pas d'avoir une vision à moyen et à long terme.

1- Kamel Bouadam, Djnina Amor, « Vulnérabilité de l'économie Algérienne : Défit et les enjeux à relever » revue européenne du droit sociale , Volume XIX / 2 , 2013,162.

2- BOUIRA Nora, Développement et perspectives des PME algériennes , Mémoire de Magister en Management ,option Stratégie , École Doctorale d'Économie et de Management,2012-2013,P37.

3- Yamna Achour Tani, "Analyse de la politique économique algérienne", thèse de doctorat en sciences économiques, Université Paris 1 - Pantheon Sorbonne,2013,P23.

La récurrence des problèmes économiques et sociaux dont souffre le pays en dépit de gros moyens financiers dont il dispose montre à l'évidence que l'inaptitude de l'Algérie à relancer son économie est la conséquence d'une mauvaise gouvernance caractérisée par un manque flagrant de stratégie, et de prévoyance.<sup>(1)</sup>

Dans un contexte ou programme de relance pour encourager l'investissement se résume à des dépenses son réelle étude, à des prêts attribuer son réelle suivie, ou les demandeurs de prêts son plus solliciter de remplir des critères administratif que d'être à l'écoute des besoins et de la demande et d'être créative avec le manque de visibilité et l'absence accrût d'informations, un modèle de gouvernance basé sur le partage d'information, ou les opportunités son saisie qui encourage la créativité est devenu vitale.

## 2. Diagnostic concerté :

**2006 :** Le Conseil de gouvernement s'est réuni le mercredi 20 décembre 2006, sous la présidence de Abdelaziz Belkhadem, Chef du gouvernement. Les objectifs de l'intelligence économique telle qu'ils sont définis par le conseil sont :

- la diffusion d'une culture de l'intelligence économique qui ambitionne une évolution des comportements individuels et collectifs des acteurs économiques publics et privés, dans une vision collective et pluridisciplinaire ;

- la création d'une synergie public-privé et le développement d'une perception nouvelle de leurs relations basées sur la confiance mutuelle, indispensable à l'essor de l'industrie nationale ;

- la promotion du développement et la garantie de la sécurité du patrimoine technologique et industriel national par la mise en place de dispositif de veille capable de faire face aux enjeux de l'ouverture du marché national à la concurrence et de décourager les pratiques déloyales des concurrents ;

- le développement de la fonction prospective par la mise en système des institutions publiques, des PME, des universités, des centres de recherche et des acteurs économiques, à l'effet de cerner les évolutions et de déceler les actions stratégiques à entreprendre sur le moyen et long termes pour l'industrie nationale.

**2007 :** Une post-graduation spécialisée de niveau Master 2, a été créé à l'Université de la Formation Continue (UFC) d'Alger.

**2008 :** La DGIEEP (Direction Générale de l'Intelligence Economique-Etudes et Prospective) a été créée dans le cadre de la mise en place de la nouvelle organisation du ministère établie par Décret exécutif n°08/101 du 25/03/2008 portant Organisation de l'Administration centrale du ministère de l'industrie PME PMI actuellement ministère de l'industrie et des mines.

**2008 :** L'Etat a convié les universités du pays ainsi que certaines grandes écoles à développer des programmes de formation en intelligence économique pour fournir

---

1- Bouadam Kamel et Hammadi mourad, "Veille stratégique et intelligence économique: comme perception d'une nouvelle approche pour la PME", Séminaire international sur la cooccurrence et les stratégies concurrentiels hors hydrocarbures dans les pays arabes, université de Chlef , P6.

aux PME les personnels qualifiés dont elles ont besoin. A signaler qu'une action de formation a été menée de mars à septembre 2008 en faveur des cadres de la division « Intelligence économique », relevant du MIPI.

**2010 :** La DGIEEP publie un document intitulé « Document de référence 2010 de la formation en intelligence économique en Algérie », téléchargeable sur le site du Ministère de tutelle (M.I.M). Ce document de référence, qui en est à sa première édition, répond à la volonté de contribuer à l'encadrement des actions de formation dans un domaine nouveau qui nécessite pour sa promotion des actions importantes de formation de la part des PME.

**2011 :** La première édition du Challenge Francophone VEILLE organisé par le magazine Français « Veille Magazine », le jury a retenu une candidature algérienne en l'occurrence Mohammed Faouzi Boucheloukh, primé pour son « Système de veille, démarche stratégique chez FERTIAL, groupe de production d'ammoniac et de fertilisants (Algérie) ».

**2011 :** L'Institut Supérieur de Gestion et de Planification (ISGP) lance en collaboration avec le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, un master en intelligence économique et management stratégique destiné aux PME.

**2012 :** L'Ecole Nationale Supérieure de Management (ENSM) propose un Master professionnel sur l'Intelligence Economique avec des experts nationaux et internationaux.

Plusieurs séminaires et recherche ont été depuis consacré à l'intelligence économique.<sup>(1)</sup>

Cet élan pour l'intelligence économique en Algérie est motivé par les enjeux stratégiques qu'engendre l'intelligence économique dans trois points essentiels :

- Les enjeux politiques : derrière une image économique de l'intelligence économique se cache des raisons et des enjeux politique pour protéger l'économie d'un pays par la protection de ces PME et préserver l'indépendance du Japon face aux exigences commerciales des grandes puissances.

- Les enjeux économiques : L'utilisation de l'intelligence économique acquise à l'extérieur pour le renforcement de l'avantage concurrentiel des PME nationales fait de plus en plus partie des cultures nationales. En effet, la sécurité nationale se définit aujourd'hui en termes de pouvoir économique. Le fait que la « sécurité économique fasse partie intégrante de la sécurité nationale au même titre que la sécurité militaire incite les gouvernements à appuyer les PME dans leur quête de compétitivité pour la défense de l'intérêt national. C'est aussi pour cette raison que les gouvernements apportent leur assistance dans l'enseignement et l'éducation des dirigeants d'entreprise, afin qu'ils utilisent l'intelligence économique pour renforcer leur habilité en matière de gestion. Une autre action d'égale importance est l'appui au secteur privé pour l'accès au volume important d'informations sur le commerce international détenu par les départements

1- Abdelkader Baaziz , Luc Quoniam et David Reymond , 'Quels modèles d'Intelligence Economique pour l'Algérie ? Quelques pistes de réflexion', Séminaire International sur l'Intelligence Economique : Un enjeu majeur de Compétitivité - HEC Alger - 21 & 22 Mai 2014, P5.

et agences ministériels. Cela explique le fait que l'intelligence économique joue un rôle indispensable pour l'économie des états et par implémentation des PME. L'intelligence économique constitue en quelque sort « l'infrastructure » d'une économie fondée sur la connaissance.

- Les enjeux technologiques : Dans un contexte de concurrence internationale de plus en plus rude, la propriété industrielle sous divers aspects (brevets, marques, modèles, savoir-faire, droits d'auteur, veille technologique, secret, protection de logiciels, transfert technologique, accords de licence, droit de la concurrence, etc.) devient de plus en plus un enjeu majeur mais beaucoup d'PME tentent de soutirer à leurs concurrents des technologies, des fichiers de clients, des secrets commerciaux.<sup>(1)</sup>

### **3- Synergie public-PME- collectivités locales :**

Les conditions actuelles de la compétitivité et de l'innovation démontrent que les logiques de coopération et le soutien aux PME-PMI et des collectivités locales constituent des conditions de fond de la croissance et du développement économique durable. Dans ce contexte, l'implication des pouvoirs publics s'avère indispensable.

De manière générale, la recherche par les PME d'une compétitivité toujours accrue, dans un contexte de concurrence internationale très vive, il devint rapidement évident que la prospérité des territoires serait de plus en plus largement liée à la capacité des PME à améliorer leurs capacité d'anticipation. L'intelligence économique (IE) habituellement définie comme l'ensemble des actions de surveillance de l'environnement national et international en vue de recueillir, traiter, analyser et diffuser toute information utile aux acteurs économiques s'impose comme instrument privilégié de l'anticipation, devait donc prendre sa place au cœur des actions régionales de développement.<sup>(2)</sup>

L'objectif principal de cette synergie sera de mettre en place un réseau d'échange d'informations avec les institutions et organismes chargés de l'information économique et industrielle au service du développement et de la compétitivité du tissu productif régional et Promouvoir la culture IE dans le tissu économique pour une meilleure gouvernance.

L'IE offre des solutions techniques opérationnelles et adaptées aux conditions de chaque entreprise pour lui permettre d'interagir avec son environnement en aiguisant des aptitudes de veille, de lobbying et en lui donnant conscience des dangers qui la guettent. L'IE ne remplace pas les autres fonctions de l'entreprise. Elle est un état d'esprit qui reconnaît l'information comme un facteur de compétitivité de l'entreprise et qui repose sur la capacité à organiser un maillage stratégique offensif et défensif.<sup>(3)</sup>

Cette orientation stratégique a été adoptée en avril 1989 par les membres de la Japanese Association of Chief Information Officers qui regroupe les responsables des structures d'information économique de 72 grandes sociétés japonaises. Elle traduit

---

1- BEKADDOUR Hassen, veille stratégique & intelligence économique- cas des entreprises Algérienne, mémoire de Magister en science de gestion Option : Système d'Information et de Communication en Entreprise université de Tlemcen, 2013/2014.P99.

2- Rémy Pautrat, Eric Delbecque , L'intelligence territoriale : La rencontre synergique public/privé au service du développement économique , Revue internationale d'intelligence économique , 2009/1 Vol 1 ,P19.

3- Abdelkader Baaziz , Luc Quoniam et David Reymond, op cité , P6

la volonté du patronat japonais d'accorder une place de plus en plus visible à l'information stratégique dans la gestion de leurs affaires. En 1990, 473 entreprises japonaises ont investi près de 3,3 milliards de dollars pour bâtir un système d'information stratégique (SIS) commun. Cette mobilisation a pris au Japon une ampleur significative. Elle touche aujourd'hui 43,3% des entreprises industrielles et 62,5% des entreprises de service. Les Japonais ne cherchent plus à dissimuler ce qui a fait leur force dans le passé. Ils se justifient en expliquant que ce sont les Américains qui ont donné l'exemple en créant une nouvelle division à la CIA : the Planning and Coordination Division qui est chargée de faire du renseignement économique en Europe et au Japon conduisant à l'émergence d'infrastructures nationales, ou organisationnelles de l'information<sup>(1)</sup>.

Cela ne peut se faire que si on peut :

- Constituer une banque de données relatives à l'information dans les domaines économiques, industriel, technologique et des marchés ;

- Analyser et traiter les données relatives aux sciences et à la technologie ayant un impact sur l'industrie et l'investissement et assurer sa protection et sa diffusion ;

- Créer, en relation avec les organismes concernés, une banque de données concernant le secteur industriel, les petites et moyennes entreprises et de la promotion des investissements ; inciter les PME à développer des capacités en matière d'intelligence économique, en leur facilitant l'accès à des instruments qui leur permettent de procéder, en permanence, à l'identification de leurs faiblesses, à la valorisation de leurs atouts et à l'exploitation des opportunités offertes par leur environnement ;

- Inciter les PME à développer des capacités en matière d'intelligence économique, en leur facilitant l'accès à des instruments qui leur permettent de procéder, en permanence, à l'identification de leurs faiblesses, à la valorisation de leurs atouts et à l'exploitation des opportunités offertes par leur environnement ;

- La diffusion d'une culture de l'intelligence économique qui ambitionne une évolution des comportements individuels et collectifs des acteurs économiques publics e- privés, dans une vision collective et pluridisciplinaire;

- La création d'une synergie public-privé et le développement d'une perception nouvelle de leurs relations basées sur la confiance mutuelle, indispensable à l'essor de l'industrie nationale développement de la fonction prospective par la mise en système des institutions publiques, des PME, des universités, des centres de recherche et des acteurs économiques, à l'effet de cerner les évolutions et de déceler les actions stratégiques à entreprendre sur le moyen et le long terme pour l'industrie nationale ;

- La formation du personnel : La direction doit prendre sur son charge de soutenir les efforts concernant les actions d'intelligence économique de façon cohésive et doit s'appliquer à encourager son mode de fonctionnement à tout le personnel. Sans cette action, les acteurs impliquent dans le processus d'intelligence économique se retrouvent vite isolés et leurs actions ont un effet limité ;

- De ce fait la formation du personnel est très importante car dans l'entreprise chaque acteur d'intelligence économique a un rôle à jouer. Tout le monde doit d'une part connaître les sources, être encouragé à s'informer sur la stratégie à entreprendre et

1- Christian Harbulot et Philippe Baumard Intelligence économique et stratégie des entreprises : une nouvelle donne stratégique présenté à la Cinquième Conférence Annuelle de l'Association Internationale de Management Stratégique le 14 mai 1996, P8.

transmettre toute information aux personnes concernées et d'une autre part sensibiliser à la culture de partage de l'information. il faut apprendre aux salariés comment ils peuvent jouer un rôle, pourquoi leur contribution est nécessaire à la bonne marche du projet et comment cela rejoint les objectifs de l'entreprise.<sup>(1)</sup>

Trois acteurs sont intéressés :

**1. Le directeur de l'intelligence économique :** Personne physique bénéficiant d'une délégation de pouvoir générale et pluridisciplinaire chargée dans une entreprise d'organiser et de coordonner l'activité des veilleurs et des analystes afin d'aider à la décision à l'influence à la performance et à la protection de l'organisation.

**2. Le veilleur :** Personne physique ou morale exerçant à la demande ou d'initiative, à temps plein ou partiel, dans le secteur privé ou public, une activité de recherche, de traduction, de mémorisation et de diffusion de l'information écrite ou orale dans un ou plusieurs domaines de compétences. Le veilleur contribue à la performance à l'innovation à la prévention des risques et menaces et à la protection de l'organisation.

**3. L'analyste :** Personne physique ou morale exerçant à la demande ou d'initiative à temps plein ou partiel, dans le secteur privé ou public, une activité de validation, d'interprétation et d'analyse de l'information dans un ou plusieurs domaines de compétence. L'analyste contribue à la performance à l'innovation à la prévention des risques et des menaces et à la protection de l'organisation.<sup>(2)</sup>

#### 4- le rôle des NTIC :

Le développement économique d'un pays est la résultante d'un ensemble de facteurs parmi lesquelles les NTIC tiennent désormais une place de plus en plus importante. Les NTIC qui désigne nouvelles technologies de l'information et de la communication regroupent un ensemble de ressources nécessaires pour manipuler de l'information, et particulièrement des ordinateurs et programmes nécessaires pour la convertir, la stocker, la gérer, la transmettre et la retrouver.

Le rôle des NTIC peut se résumer par la hausse de la productivité du travail pour la saisie de l'information, donc baisse des coûts, une meilleure connaissance de l'environnement, une réactivité plus forte face à cet environnement, l'amélioration de l'efficacité de la prise de décision permise par une veille stratégique plus performante.

Pour faire face à l'ensemble des besoins fondamentaux en information, les organisations développent des activités de recrutement de l'information essentielles à leur survie. Cette activité repose sur un ensemble d'outil que sont les TIC.<sup>(3)</sup>

Cet outil permet au centre une modélisation globale des connaissances c'est à dire des savoir-faire de l'entreprise pour ensuite établir des liens de causalité entre eux. Ainsi plusieurs individus pourraient accéder aux connaissances (compétences /information)

1- LARBI Abdelkader, Contribution à la mise en place d'un dispositif de veille stratégique dans une entreprise commerciale, centre de recherche sur l'information scientifique et technique Alger, post-graduation spécialisé et technique Alger, spécialisé en Management de l'information, 2006.

2- Liste des métiers et des compétences de l'intelligence économique, liste établie par ACFCI, ADBS, ANPE, IFIE, SCIP France 4 septembre 2006.

3- Mohellebi Dalila, Dou Henri, les nouvelles technologies de l'information et de la communication & la capitalisation des compétences internes de l'entreprise, Journal International des Sciences de l'Information et de la Communication. N° 31, 2008, P15.

des uns et des autres dans l'organisation et surtout de communiquer. C'est le travail coopératif qui est l'une des motivations majeures dans la décision de mise en place de l'intranet. Par le biais des réseaux informatiques et des messageries, le travail coopératif instaure de nouvelles procédures de travail, crée de nouveaux réflexes.

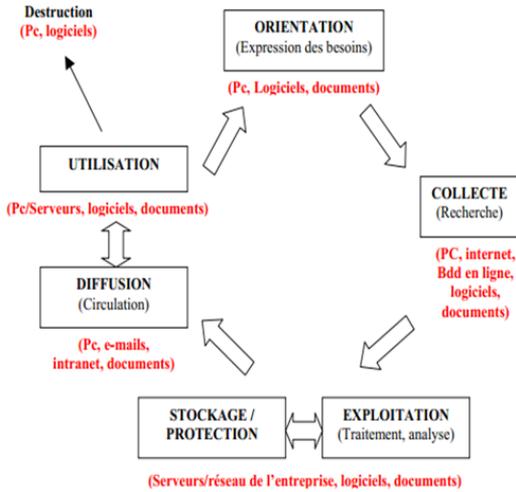


Figure 1 : Rôle des Tic dans le processus de l'intelligence économique

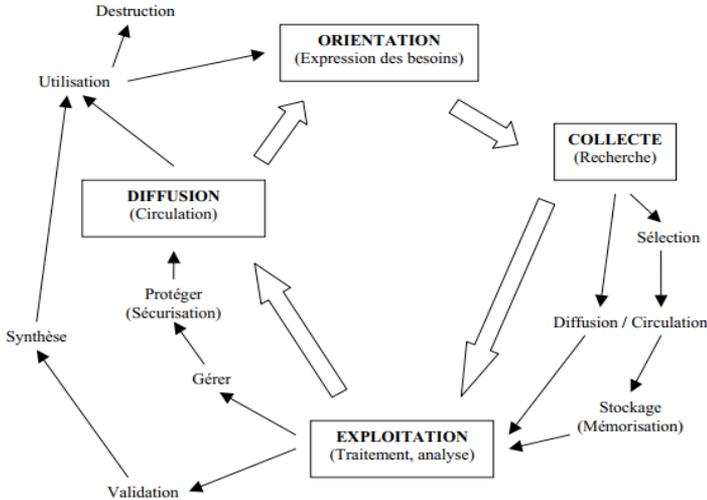


Figure 2 : Matrice des processus de l'intelligence économique

Source: Philippe Dumas, Philippe Pinczon Le Sel et Eric Boutin, l'utilisation des Tics en l'intelligence économique : le rêve de la médaille, revue Degrés 12 -2006, P 06.

Ces deux figures montrent l'importance des NTIC dans chaque phase de l'intelligence économique que ce soit dans l'orientation, la collecte, l'exploitation, le stockage ou la diffusion cette utilisation doit être adéquate grâce à l'usage de l'email, le réseau intranet, de tableaux d'affichage, de réunions, de bulletins d'informations ...etc. Changer la façon dont l'information circule habituellement dans l'entreprise doit empêcher les gens/services de devenir des "îlots" d'informations. Sans oublier que les informations doivent descendre mais aussi remonter au sein de l'entreprise. Il faut assurer une circulation facile et rapide de l'information plus grâce aux logiciels informatiques.

## 5- Exemple de cette pratique ANSEJ :

En Algérie, rares sont les chefs d'entreprise qui accordent à ce concept tout l'intérêt qu'il mérite, en raison de la confusion qui est faite entre l'intelligence économique et l'espionnage qui utilise des procédés illégaux pour avoir accès à une information. Tout en définissant l'intelligence économique comme étant une pratique légale consistant à rechercher, traiter et diffuser l'information en vue de son exploitation, les experts participant au débat sur l'intelligence économique en Algérie, ont indiqué que ce concept est traduit actuellement dans les PME modernes par la veille informationnelle, une activité qui consiste à étudier des informations stratégiques pour permettre d'anticiper les évolutions et les innovations du marché. L'information devient, de ce fait, un produit que les PME doivent exploiter intelligemment pour pénétrer des marchés, préserver des acquis ou s'imposer sur des créneaux économiques.

Afin de faciliter l'accès au financement des PME, l'Etat algérien a mis en place un certain nombre de dispositifs. Ces dispositifs sont soutenus par la création d'agences nationales pour aider au financement des projets entrepreneuriaux, principalement lorsqu'il s'agit de micro-financement.

Ces agences ont été créées au début des années 1990, avec pour objectif principal de faciliter l'accès au financement pour les entrepreneurs. Ces derniers peuvent bénéficier d'un crédit pour lequel ces agences se portent garantes, ainsi que des prêts non rémunérés et une bonification de taux d'intérêts pour les autres types de crédits bancaires. Ces agences diffèrent principalement par rapport à leur clientèle cible.

Parmi ces agences, nous pouvons citer l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ). Créée en 1990, elle cible les jeunes chômeurs entre 19 et 35 ans, qui souhaitent créer leur propre micro-entreprise. Un dispositif d'autant plus pertinent en sachant que 70% des chômeurs sont âgés de moins de 30 ans (données CNES7). La limite d'âge du candidat peut être portée à 40 ans, si le projet proposé génère au moins trois emplois permanents.

A travers des agences réparties sur tout le territoire algérien, l'ANSEJ offre des aides au financement à travers des crédits accordés par des banques nationales conventionnées, auprès desquelles elle dépose elle-même les dossiers validés des jeunes porteurs de projets. Un fond de garantie a également été créé en 1998 afin de donner plus de facilités aux PME pour l'accès au financement. <sup>(1)</sup>

A la fin du mois d'aout 2011, l'ANSEJ a reçu 165 258 dossiers de candidature pour la création de PME par le biais du dispositif ANSEJ. Le nombre de projets financés est en <sup>(2)</sup> constante évolution, passant de 8500 dossiers lors de sa création, à 20 848 en

1- Widad Guechtouli, Manelle Guechtouli , op cité ,P7.

2- Statistiques présentées par le site Officielle de ANSEJ [www.ansej.org.dz](http://www.ansej.org.dz)

2009, à 22 641 en 2010 pour un nombre total de 61 118 PME financées, qui ont permis la création de 72 942 emplois directs en 2013 le nombre des projets est de 43 039.

L'élaboration d'un dossier passe par :

- L'étude du marché (l'offre et la demande, la faisabilité commerciale) ;
- Les choix techniques
- La ressource humaine ;
- L'étude financière (les besoins, les ressources à engager, la rentabilité, ... etc) ;
- Le choix de la forme juridique (individuelle ou en société)
- Faire une étude technico-économique. Celle-ci peut être réalisée par les accompagnateurs de l'ANSEJ ;<sup>(1)</sup>

En Algérie, l'information économique et sociale a toujours été reléguée au second plan, ce qui n'est pas sans conséquence négative directe sur de nombreux aléas dans la planification de l'action de l'Etat dans sa mission de gestion des affaires publiques. L'information statistique a une importance telle que des actions de développement peuvent être planifiées dans le temps et dans l'espace à des échéances pouvant aller jusqu'à des décennies, un schéma d'intelligence économique permettrait de reconnaître les besoins de chaque région et cette agence pourrait elle-même proposer des projets à des souscripteurs et les conseiller dans le choix.<sup>(2)</sup>

La création d'une synergie public-privé et le développement d'une perception nouvelle de leurs relations, basées sur la confiance mutuelle, indispensable à l'essor de l'industrie nationale, paraît «indispensable» aux yeux de nombreux experts en la matière. Pour certains spécialistes de la question, l'entreprise algérienne doit prendre conscience de l'importance de ce nouveau concept et du fait que sa véritable richesse réside dans ses ressources humaines et l'investissement dans les nouvelles technologies et les projets à forte valeur ajoutée. Cela devrait permettre de faire un choix stratégique au niveau de la logistique et donner à l'entreprise la possibilité de se développer et d'être concurrentielle sur le marché international. «Une entreprise qui n'applique pas le concept de l'intelligence économique, ne pourra pas avancer dans un monde très concurrentiel», a-t-on affirmé. Partant de ce constat, l'accent a été mis sur la création de cellules de veille stratégique et d'intelligence économique au sein des PME pour leur permettre de faire face aux aléas du marché et anticiper ses évolutions. Les pouvoirs publics s'engagent, quant à eux, dans une démarche d'accompagnement, de prospection et d'entraînement à la gestion des risques et des menaces.

## Conclusion :

La problématique principale de cette étude était de constituer un cadre d'analyse qui vise à concilier les approches traditionnelles de la gestion de la politique publique avec le concept et les outils de l'Intelligence Économique dans un environnement actuelle en constant changement et étudier dans ce cadre l'importance de l'intelligence économique comme outils de pilotage aux niveaux régional.

---

1- Site officielle de l'ANSEJ, [www.ansej.org.dz](http://www.ansej.org.dz).

2- Bouadam Kamel , Hammadi mourad , op cité , P10

L'intelligence économique est aujourd'hui considérée comme une véritable politique publique au service des intérêts des PME. Une politique de sécurité économique, de compétitivité et d'influence, assise sur une mutualisation des informations publiques et privées.

L'affirmation de l'IE comme politique publique porte la nécessité de recourir à une relation de confiance accrue entre l'État, l'Entreprise et les marchés, en vue de renforcer la compétitivité et la sécurité de l'économie.

L'entreprise algérienne, plus particulièrement celle relevant de la PME, est donc appelée désormais à se mettre à l'heure de l'intelligence économique pour une meilleure performance et une présence plus efficace sur un marché mondial de plus en plus concurrentiel.

## Références :

- Bouadam Kamel et Hammadi mourad , “Veille stratégique et intelligence économique: comme perception d'une nouvelle approche pour la PME”, Séminaire international sur la cooccurrence et les stratégies concurrentiels hors hydrocarbures dans les pays arabes , université de Chlef.
- Abdelkader Baaziz , Luc Quoniam et David Reymond , ‘Quels modèles d'Intelligence Economique pour l'Algérie ? Quelques pistes de réflexion’, Séminaire International sur l'Intelligence Economique : Un enjeu majeur de Compétitivité - HEC Alger - 21 & 22 Mai 2014.
- Widad Guechtouli Manelle Guechtouli L'entrepreneuriat en Algérie : quels enjeux pour quelles réalités ? Working Paper IPAG Business School Paris 2014-150
- Philippe Dumas , Philippe Pinczon Le Sel et Eric Boutin , l'utilisation des tic en l'intelligence économique : le révére de la médaille , revue Degrés 12-2006 ,2006
- Christian Harbulot et Philippe Baumard Intelligence économique et stratégie des PME : une nouvelle donne stratégique présenté à la Cinquième Conférence Annuelle de l'Association Internationale de Management Stratégique le 14 mai 1996.
- Laurence Chesnais, Florence Pijaudier-Cabot et Didier Willot le temep de l'intelligence économique N°121 • INDUSTRIES – MARS 2007.
- Mohellebi Dalila, Dou Henri, les nouvelles technologies de l'information et de la communication & la capitalisation des compétences interne de l'entreprise, Journal International des Sciences de l'Information et de la Communication.
- Kamel Bouadam, Djnina Amor, « Vulnérabilité de l'économie Algérienne : Déficit et les enjeux à relever » revue européenne du droit sociale, Volume XIX / 2, 2013.
- BEKADDOUR Hassen, veille stratégique & intelligence économique- cas des entreprises Algérienne, mémoire de Magister en science de gestion Option : Système d'Information et de Communication en Entreprise université de Tlemcen, 2013/2014.
- Daniel RROUACH, la vielle technologique et l'intelligence économique, PUF, 1996.
- BOUIRA Nora, Développement et perspectives des PME algériennes, Mémoire de Magister en Management, option Stratégie, École Doctorale d'Économie et de Management, 2012-2013.
- LARBI Abdelkader, Contribution à la mise en place d'un dispositif de veille stratégique dans une entreprise commercial, centre de recherche sur l'information scientifique et technique Alger, post-graduation spécialisé et technique Alger, spécialisé en Management de l'information, 2006.

- Mohamed Chabane, « L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion », revue cahiers de la Méditerranée, N°81.
- Yamna Achour Tani, “Analyse de la politique économique algérienne”, thèse de doctorat en sciences économiques, Université Paris 1 - Pantheon Sorbonne,2013.
- Rémy Pautrat, Eric Delbecque, L'intelligence territoriale : La rencontre synergique public/privé au service du développement économique, Revue internationale d'intelligence économique, 2009/1 Vol 1.